



## Impérialisme et fascisme en recrudescence aux USA

Par [Prof Rodrigue Tremblay](#)

Mondialisation.ca, 15 juillet 2007

The New American Empire 15 juillet 2007

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

« Si la Tyrannie et l'Oppression arrivent dans ce pays, ce sera sous prétexte de combattre un ennemi étranger. » James Madison (1751-1836), 4ème président et auteur de la Constitution US.

«Quand le fascisme viendra aux Etats-Unis, il s'enveloppera dans le drapeau et portera la croix.» Sinclair Lewis (It Can't Happen Here, 1935).

« Des évènements malheureux à l'étranger nous enseignent de nouveau deux simples vérités sur la liberté d'une peuple démocratique. La première vérité c'est que la liberté d'une démocratie n'est pas en sécurité si le peuple tolère le développement d'un pouvoir privé au point qu'il devienne plus fort que l'état lui-même. Ceci, par essence, est le fascisme – propriété du gouvernement par un individu, un groupe, ou par tout autre pouvoir privé de contrôle. » Franklin D. Roosevelt (1882-1945) 32 ème président US.

« ... Un empire c'est le despotisme et un empereur c'est un despote, lié par aucune loi ou limitation si ce n'est sa seule volonté ; c'est l'extension de la tyrannie au de la de la monarchie absolue. Car, bien que la volonté du monarque fasse loi, ses édits doivent être enregistrés par les parlements. Même cette formalité n'est pas nécessaire dans un empire. » John Adams (1735-1826) 2ème président américain.

« Je suis le commandant en chef, voyez, je n'ai pas besoin d'expliquer, je n'ai pas besoin d'expliquer pourquoi je dit des choses. C'est la partie intéressante de la fonction de président. Peut être quelqu'un a-t-il besoin de m'expliquer le pourquoi de ce qu'il dit, mais je ne me sens pas devoir une explication à quiconque. » George W. Bush cité par Bob Woodward dans son livre « Bush at War. »

Peut être est ce pour partie une conséquence des [attaques terroristes du 11 septembre 2001](#), et la perception d'une menace extérieure croissante des fanatiques islamistes, mais c'est indéniable que l'impérialisme à l'étranger et le fascisme à l'intérieur sont en hausse au XXIème en Amérique. C'est étonnant, parce que, en même temps que le communisme totalitaire, cela a été précisément les deux maladies politiques les plus désastreuses au XXème siècle, contre lesquels les Etats-Unis et d'autres démocraties ont combattu. Cela a conduit à deux guerres mondiales et fait du XXème siècle le siècle le plus meurtrier dans l'histoire de l'humanité – un tel développement est important pour les Etats-Unis, mais cela a aussi une importance cruciale pour toutes les autres démocraties parce que si les Etats-Unis, qui a l'une des meilleurs constitutions démocratiques dans le monde, tombent dans une forme de totalitarisme de circonstance, que sera le sort de la démocratie ailleurs ?

Avant que nous continuions, définissons quelques termes. En fait c'est quoi l'impérialisme ?

C'est quoi le fascisme ? C'est quoi le totalitarisme ? Et c'est quoi la démocratie ?

Premièrement, [l'impérialisme](#) c'est l'utilisation de la force dans les relations internationales en dehors du cadre du droit international, et les nécessités de l'auto défense, avec l'objectif de prendre le contrôle de pays étrangers, leurs populations et leurs ressources, et avec l'intention express de changer leurs cultures et leurs systèmes de gouvernement.

- Le meilleur livre sur l'impérialisme c'est « [Imperialism : A Study](#) » de J.A Hobson (1902)

Deuxièmement, le [fascisme](#) est un régime politique qui se caractérise par un haut degré de concentration de pouvoir dans l'état, dans un parti politique ou une personne, accompagné par une forme de nationalisme messianique belliqueux, par l'usurpation de prérogatives législatives et judiciaire par la branche exécutive du gouvernement, par la suppression des libertés individuelles au sein de la nation, par l'idolâtrie de symboles nationaux tels les drapeaux, et par l'augmentation du militarisme et la poursuite de l'expansion militaire à l'étranger, souvent pour se venger de ce qui est perçu comme une humiliation.

- L'un des meilleurs livres sur le fascisme c'est celui de Robert O. Paxton «[L'Anatomie du Fascisme](#)» (2004)

Troisièmement, le [totalitarisme](#) est un concept étendu concernant l'exercice du pouvoir par un parti ou une personne à l'intérieur d'un pays par la force, tout en étant incontrôlé ni par les lois ni par les règles.

- Peut être le meilleur livre sur le totalitarisme c'est celui d'Hannah Arendt «[The Origins of Totalitarianism](#)» (1958).

Finalement, la [démocratie](#) est une forme de gouvernement où les préférences des citoyens sont à la base des politiques publiques adoptées et où le peuple élit un gouvernement du peuple par le peuple, et pour le peuple. Son fondement c'est la règle de droit, la décentralisation et séparation des pouvoirs, et la protection des libertés fondamentales et des droits individuels. C'est l'antithèse de l'impérialisme, du fascisme et de tous les types de totalitarismes.

- Une analyse classique de la démocratie à l'américaine est faite dans le livre d'Alexis de Tocqueville «[Democracy in America](#)» (1835).

Maintenant regardons quelques faits et événements qui se sont passés récemment aux Etats-Unis. Quand on les place ensemble pour faire un tout, ils forment un cadre politique et légal puissant qui pourrait permettre au président George Bush ou à tout autre politicien de diriger les Etats-Unis par décret plutôt que par la volonté du peuple.

Premièrement, il y a la [doctrine impérialiste néo con](#) de septembre 2002 adoptée par l'Administration Bush-Cheney qui a été utilisée pour lancer l'invasion militaire illégale de l'Irak en mars 2003. Cela a été fait selon la « Doctrine Bush » impérialiste de guerres préventives (1) - d'unilatéralisme international, et de la suprématie militaire américaine assurée dans le monde - selon cette doctrine de politique étrangère américaine démesurée, les Etats Unis peuvent envahir tout pays, spécialement au Moyen Orient, pour imposer un gouvernement local démocratique ami des Etats-Unis et de leurs alliés. Le pays occupé deviendrait alors un modèle pour les autres pays qui adopteraient le même type de régime politique et les mêmes politiques - Nous connaissons tous ce qu'a donné cette nouvelle doctrine impérialiste en Irak et ce qu'en ont été les conséquences désastreuses.

La «Doctrin Bush» de 2002 en affirmant le droit des US d'envahir d'autres nations pour de vagues raisons d'engineering social, pour construire la nation, ou pour changer le régime en place, représente une répudiation des [Principes de Nuremberg](#) et de l'interdiction par la [Charte des Nations Unies](#) de mener des guerres d'agression, ces Principes et cette Charte ayant été fortement soutenus par les dirigeants américains il y a 60 ans. La Charte de Nuremberg stipule par exemple que «d'initier une guerre d'agression... est non seulement un crime international, c'est le crime suprême international. » Pour ce qui est de la Charte de l'ONU, son préambule stipule qu'elle a été établie pour : «pour sauver les générations successives de la calamité de la guerre.»

Deuxièmement, d'une façon qui rappelle quelque peu le régime d'Adolf Hitler suspendant le [droit d'habeas corpus en Allemagne](#) le 28 février 1933, le régime de Bush-Cheney a aussi suspendu l'habeas corpus aux Etats-Unis. Effectivement, le 17 octobre 2006, le président [George W. Bush](#) a fait du «[Military Commissions Act](#)» une loi S.3930, qui annule le droit d'habeas corpus pour les étrangers accusés de terrorisme et pour à la fois les américains et les étrangers qui ont été désignés comme des «combattants ennemis» par la [branche exécutive](#). Selon cette loi, tout individu, citoyen ou non citoyen, peut être privé de la protection d'une procédure légale, selon la volonté de la branche exécutive, et être emprisonné indéfiniment sans aucun recours légal. - les Etats-Unis sont probablement le seul pays au monde où le droit d'habeas corpus a été suspendu et qui malgré cela est toujours appelé un pays «démocratique».

Troisièmement, le « [Defense Authorisation Act](#) » de 2006 ( HR.1815) passé au Congrès le 30 septembre 2006, et promulgué comme loi par le président George W. Bush le 17 octobre 2006, donne pouvoir au président d'imposer la loi martiale dans le cas d'un «incident terroriste», si lui ou d'autres responsables officiels perçoivent un manque «d'ordre public». Le recours à la loi martiale pourrait avoir lieu, par exemple, comme réponse à des attaques terroristes, mais ce n'est pas exclu qu'elle pourrait être imposée si des manifestations anti guerres se transformaient en désordre ou après une perturbation politique majeure. Depuis que le courant de l'administration Bush-Cheney a pu déclarer une guerre à l'étranger sur un prétexte et s'en est tiré à bon compte, qu'est ce qui peut les empêcher d'imposer la loi martiale dans le pays aussi sur un prétexte ?

Quatrièmement, considérons que lorsque le Congrès a passé « l'Insurrection Act » en 1807, le but était de restreindre sévèrement la capacité du président de déployer l'armée à l'intérieur des Etats-Unis. Le « [Posse Comitatus Act](#) » de 1878, a resserré ces restrictions, imposant 2 ans d'emprisonnement pour quiconque utilisera l'armée à l'intérieur des Etats-Unis sans la permission express du Congrès. Effectivement, sa section 1383 (utilisation de l'armée et de l'armée de l'air comme posse comitatus) a plus tard été amendée, et stipule que «quiconque, à l'exception de cas et sous des circonstances expressément autorisées par la Constitution ou un Acte du Congrès, utilise sciemment une partie de l'armée ou de l'armée de l'air comme posse comitatus ou en outre pour faire appliquer les lois sera puni d'une amende selon ce qui est statué ici ou emprisonné pour deux ans au plus ou les deux.»

Ces protections sont toutes enlevées maintenant. - Effectivement, l'adoption du «[John Warner National Defense Authorization Act](#)» pour l'année fiscale 2007 (H.R. 5122) a changé le nom d'une provision clé dans le livre du Statut de « l'insurrection Act » à « Enforcement of the Laws to Restore Public Order Act. » - Tandis que « l'Insurrection Act » des US de 1807 déclarait que le président pourrait déployer des troupes à l'intérieur des Etats-Unis seulement «pour supprimer, dans un état, toute insurrection, violence domestique, association illégale ou conspiration», la nouvelle loi autorise le président non seulement à

déclarer la loi martiale et gouverner par décret mais elle lui donne aussi le pouvoir de prendre en charge les troupes de la Garde Nationale sans l'autorisation des gouverneurs des états. La loi étend aussi la liste des cas permis pour décréter la loi martiale incluant «catastrophe naturelle, épidémie, ou tout autre urgence de santé publique, attaque terroriste ou tout autre incident, ou d'autres conditions.» - et de telles « conditions » ne sont pas définies ni limitées dans leur amplitude. Toutes les restrictions contre l'utilisation de l'armée dans le pays ont été enlevées en faveur de nouveaux pouvoirs donnés au président pour faire pratiquement selon sa volonté.

Cinquièmement, la « [Sécurité Nationale](#) » et la « [Directive Présidentielle de Sécurité Nationale](#) », signée par le président George W. Bush le 4 mai 2007, un évènement qui n'a généralement pas été couvert par les [medias dominants](#) ou discuté par le Congrès US, va encore plus loin et déclare qu'en cas d' «évènement catastrophique » le président peut devenir ce qu'on peut le mieux décrire comme un de facto dictateur : «Le président dirigera les activités du gouvernement fédéral pour assurer la gouvernance constitutionnelle.»

Sixièmement, le 15 mars 2004, le programme de [l'Agence de Sécurité Nationale d'écoutes et d'espionnage domestique](#), sans supervision juridique adéquate, a été autorisé par la Maison Blanche de Bush-Cheney, sans l'approbation du Département de la Justice, et sans tenir compte des objections du [procureur général de l'époque John Ashcroft](#). C'était un programme illégal d'espionnage domestique parce qu'il viole le « [Foreign Intelligence Surveillance Act](#) » de 1978, qui établissait un panel de juges pour entendre les demandes d'écoutes secrètes. Quand un gouvernement commence à [violier la loi](#), il n'y a aucun moyen de savoir à l'avance ou cela conduira et jusqu'où cela ira. C'est un domaine ouvert.

Et septièmement, il y a la pratique de soumettre des détenus à la torture et à d'autres traitements dégradants malgré l'obligation claire de ne pas le faire selon la loi internationale et la loi US. C'est parfaitement étonnant que la Cour suprême ait du rappeler à la Maison Blanche de Bush-Cheney en juin 2006, qu'ils devaient respecter les [Conventions de Genève](#). - Il semble qu'ils ne pouvaient pas y penser d'eux - mêmes.

Ce sont là sept développements inquiétants parmi les plus sérieux, certains ont eu lieu sans pratiquement qu'on les remarque à l'intérieur des Etats-Unis, mais qui feraient se retourner les pères de la Constitution US dans leurs tombes s'ils pouvaient voir ce qui a été fait à leur travail. Techniquement, il existe encore une certaine liberté personnelle et liberté en général aux US pour le commun des mortels, mais cela pourrait bien changer d'un moment à l'autre. Ces six dernières années, l'administration Bush-Cheney a sans nul doute orienté les USA vers [l'impérialisme](#) et le [fascisme](#).

- Ceci n'est pas pour nier que nous vivons une époque dangereuse, mais les américains devraient prier qu'un évènement catastrophique majeur n'arrive pas sous le régime de George W. Bush, car tout l'appareil nécessaire a été mis en place pour suspendre les libertés et imposer un régime de type fasciste au peuple américain quand le prétexte se présentera. Cela donne à réfléchir.

#### **Notes:**

(1) - la guerre de Bush du 20 mars 2003 en Irak était une guerre préventive, non pas une guerre de préemption puisqu'il n'y avait pas de menace imminente militaire venant d'Irak. Cependant, l'administration Bush, dans sa soi disant « Doctrine Bush » du 19 septembre 2002 affirmait qu'ils étaient prêts à «agir préemptivement », « pour prévenir de tels actes

hostiles de la part de nos adversaires.» Aussi, quand ils ont soulevé le problème du « champignon nuageux » ils ont justifié (à tort je le reconnais) leur guerre à venir comme une guerre de préemption, et non comme une guerre préventive. Donc, dans son vocabulaire politique initial, le régime Bush-Cheney a affirmé que la guerre d'Irak était une guerre de préemption, même si légalement ce n'en était pas une.

Rodrigue Tremblay 9 juillet 2007

[Article original en anglais.](#)

Rodrigue Tremblay vit à Montréal on peut le joindre à l'email suivant : [rodrigue.tremblay@yahoo.com](mailto:rodrigue.tremblay@yahoo.com)

[Visiter son blog.](#)

[Son site](#)

Le Dr. Tremblay va publier un livre intitulé « The Code for Global Ethics » voir à [www.TheCodeForGlobalEthics.com](http://www.TheCodeForGlobalEthics.com)

Traduction Mireille Delamarre pour [www.planetenonviolence.org](http://www.planetenonviolence.org)

Rodrigue Tremblay est un contributeur fréquent de Global Research/Mondialisation.ca.

La source originale de cet article est The New American Empire  
Copyright © [Prof Rodrigue Tremblay](#), The New American Empire, 2007

---

Articles Par : [Prof Rodrigue Tremblay](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)